

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL****SEANCE DU 6 OCTOBRE 2025****N° : 23 suite 0****OBJET : Règlement taxe communale annuelle sur les débits de boissons****PRÉSENTS :** Monsieur Philippe BONTEMPS, **Bourgmestre**Madame Laurence JAMAGNE, Monsieur Freddy PAQUET, Monsieur Fabrice SARLET, Monsieur Patrick BULTOT, Madame Laurence le BUSSY, **Echevins**Monsieur André TASSIGNY, **Président du CPAS (avec voix consultative)**

Monsieur William DENIS, Monsieur Pablo DOCQUIER, Monsieur Arnaud DELZANDRE,

Monsieur Josy MAROT, Monsieur Fabrice OLIVIER, ~~Monsieur Eric JURDANT~~, ~~Monsieur~~~~Corentin HENROTTE~~, Madame Laëtitia NUTAL, ~~Madame Caroline BEHIN~~, Madame MaudCHABOTEAU, ~~Monsieur Cyril BOCLINVILLE~~, Monsieur Arnaud BOCLINVILLE, Monsieur ThomasSCHOLS, Monsieur Benjamin JALHAY, Madame Éloïse LECOMTE, **Conseillers**Monsieur Olivier BRISBOIS, **Directeur Général**

013694000021530

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170 §4 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD), notamment les articles L1122-30 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu la décision n°22 du 6 novembre 2023 établissant, pour les exercices 2024 à 2025 inclus, une taxe sur les débits de boissons ;

Considérant que ce règlement arrive à expiration et qu'il y a lieu de le renouveler ;

Considérant que les débits de boissons sont des établissements qui peuvent créer un certain nombre de nuisances pour les riverains et que ces nuisances engendrent des coûts à charge de la commune (nuisances sonores, stationnement sauvage, salissures sur la voie publique,...);

Considérant qu'il importe que les débits de boissons contribuent à ces frais et non les citoyens ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Vu que l'avis de légalité est exigé conformément à l'article L 1124-40, § 1er, 3° et 4° du CDLD, qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité a été soumise le 11/09/2025 ;

Vu l'avis "Positif" de légalité remis par la Directrice financière en date du 24/09/2025 ;

Après en avoir délibéré,

**ARRÊTE, par 16 OUI et 1 NON (M. Chaboteau)****Article 1er.**

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale annuelle sur les débits de boissons.

Sont visés, les établissements où sont offertes des boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place sans que celles-ci accompagnent nécessairement un repas.

**Il faut entendre par exploitant d'un débit de boissons :**

- Quiconque, à titre de profession principale ou accessoire vend ou offre et laisse consommer sur place des boissons fermentées et spiritueuses ;
- Le lieu accessible au public où sont offertes de telles boissons ou le lieu où il est permis qu'elles y soient consommées.

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL****SEANCE DU 6 OCTOBRE 2025****N° : 23 suite 1****OBJET : Règlement taxe communale annuelle sur les débits de boissons**

Sont assimilés aux endroits accessibles au public, les locaux où les membres d'une association ou d'un groupement se réunissant uniquement ou principalement, en vue de consommer des boissons fermentées ou spiritueuses ;

Toutefois, ne sont pas considérés comme débits de boissons, pour l'application du présent règlement :

- Les locaux des associations sportives ou culturelles locales quand les boissons n'y sont servies qu'à l'occasion de leurs manifestations ;
- L'Hôtel, la Maison de pension ou tout établissement analogue, quand les boissons ne sont servies qu'en même temps que les repas ou pour accompagner ceux-ci.

**Article 2.**

La taxe est due :

- Par la personne physique ou morale exploitant le débit de boissons ou solidairement, par le propriétaire de l'immeuble où s'exerce l'activité au cours de l'exercice d'imposition.
- Si le débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou un autre préposé, la taxe est due par le commettant. Il appartient éventuellement au tenancier d'établir la preuve qu'il exploite le débit pour le compte d'un commettant.

Tout commettant est tenu, en cas de changement de gérant ou de préposé, d'en faire la déclaration au Collège communal avant l'entrée en service du nouveau gérant ou préposé.

**Article 3.**

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- **250€** par an par débit de boissons pour les débits situés sur le territoire de la Ville de Durbuy,

La présente taxe est due dès la présence, sur le territoire de la Commune, durant au moins un jour d'un exercice d'imposition, d'un débit de boissons.

La taxe est réduite de moitié pour les débitants qui ouvrent leur débit sur le territoire de la Commune après le 30 juin ou le cessent avant le 1er juillet de l'année d'imposition.

**Article 4.**

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, pour le 30 juin de l'exercice d'imposition.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de transmettre spontanément à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 30 juin de l'exercice d'imposition.

Le débitant qui ouvre ou cesse un débit de boissons est tenu d'en faire la déclaration au Collège communal quinze jours au moins à l'avance.

**Article 5.**

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- 25% pour le 1er enrôlement d'office
- 50% pour le 2ème enrôlement d'office
- 100% pour le 3ème enrôlement d'office
- 200% à partir du 4ème enrôlement d'office

En cas de première infraction commise de bonne foi, aucune majoration ne sera due.

Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a 2ème enrôlement ou enrôlement subséquent si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance depuis plus de trente jours au contrevenant, à travers la

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL****SEANCE DU 6 OCTOBRE 2025****N° : 23 suite 2****OBJET : Règlement taxe communale annuelle sur les débits de boissons**

notification prévue à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de l'application de la sanction concernant l'infraction antérieure.

Pour apprécier la récurrence de la taxation il y a lieu de remonter jusqu'au premier exercice fiscal au cours duquel la taxe a été établie, peu importe que les taxations se soient faites sur base de différents règlements qui se sont succédé au fil du temps.

Les infractions antérieures sont négligées si aucune infraction en la matière n'est sanctionnée pour les trois derniers exercices d'imposition qui précèdent celui pour lequel la nouvelle infraction doit être pénalisée.

**Article 6.**

La taxe est perçue par voie de rôle.

Le rôle de la taxe sera dressé et rendu exécutoire par le Collège communal. Elle est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement-extrait de rôle.

En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément à l'article L3321-8bis du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable par courrier recommandé et les frais de cet envoi seront à charge du redevable. Le montant de ces frais sera fixé au coût des frais postaux de l'année de référence et sera recouvré de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

**Article 7.**

Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, du Code judiciaire et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

**Article 8.**

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et L3132-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

**Article 9.**

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Article 10.**

Les données à caractère personnel nécessaires à la mise en œuvre du présent règlement seront traitées dans le respect des législations applicables et notamment dans le respect du règlement sur la protection des données (RGPD) :

- Responsable du traitement : Ville de Durbuy ;
- Finalités du traitement : établissement, perception, recouvrement, contestation, contrôle de la taxe communale annuelle sur les débits de boissons ;
- Catégories de données : données d'identifications, données financières, données patrimoniales, données professionnelles, et autres ;
- Durée de conservation : la Commune de Durbuy s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer ou à les transférer aux Archives de l'Etat sur base de leurs instructions ;
- Méthode de collecte : déclarations et contrôles ponctuels ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du Code des impôts sur les revenus, ou à des sous-traitants de la ville.

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

**SEANCE DU 6 OCTOBRE 2025**

**N° : 23 suite 3**

**OBJET : Règlement taxe communale annuelle sur les débits de boissons**

Par le Conseil Communal :

Le Directeur Général,  
(s) Olivier BRISBOIS

Pour extrait conforme, le 6 octobre 2025 :

Le Bourgmestre,  
(s) Philippe BONTEMPS

Le Directeur Général

Le Bourgmestre

Olivier BRISBOIS.

Philippe BONTEMPS.

